Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

104-105 | 2006

Anthropologie et Histoire face aux légitimations politiques

Genèse et transformation d'une institution politique coloniale

Les Yovofia chez les Akposso, Bèdrè et Ekpèbè du Togo

Genesis and Transformation of a Colonial Political Institution: The Yovofia among the Akposso, Bèdrè and Ekpèbè of Togo

Komla-Obuibé Bassa

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/453>

DOI : 10.4000/jda.453

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 109-128

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Komla-Obuibé Bassa, « Genèse et transformation d'une institution politique coloniale », *Journal des anthropologues* [En ligne], 104-105 | 2006, mis en ligne le 17 novembre 2010, consulté le 20 avril 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/jda/453> ; DOI : 10.4000/jda.453

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Journal des anthropologues

Genèse et transformation d'une institution politique coloniale

Les Yovofia¹ chez les Akposso, Bèdrè et Ekpèbè du Togo

Genesis and Transformation of a Colonial Political Institution: The Yovofia among the Akposso, Bèdrè and Ekpèbè of Togo

Komla-Obuibé Bassa

- 1 Repliés de gré ou de force vers les plateaux du sud-ouest des monts Togo², les Akposso, les Bèdrè et les Ekpèbè³ ont connu de multiples déplacements dans cette région caractérisée par les brassages ethniques, avant de se fixer définitivement sur leur territoire actuel entre le XVI^e et le XIX^e siècle. En dépit de la proximité géographique des Fon, Ashanti, Akwamu, Évé et Kotokoli organisés en chefferies ou royaumes, ces trois ensembles qui revendiquent l'ancienneté de leur établissement dans cette région montagneuse n'ont pas connu de structure politique centralisée (à l'exception de l'éphémère royaume du Lonfo que nous évoquerons ici). Plusieurs hypothèses sont avancées à ce sujet : l'hostilité de l'environnement géographique (densité de la flore) peu propice à la constitution de grands villages nécessitant l'instauration d'une chefferie ; les incessants mouvements migratoires empêchant l'émergence dans la longue durée d'une telle structure ; l'organisation socio-politique traditionnelle caractérisée par une parfaite indépendance des groupes lignagers, au sein d'une société égalitaire où l'autorité du patriarcat revêt plus une valeur religieuse que politique. L'absence d'un pouvoir coercitif à la tête de chacune de ces entités villageoises ou ethniques a considérablement entravé les missions des premiers visiteurs allemands chargés de signer des traités de protectorats. Afin d'officialiser ces traités et d'asseoir ainsi son autorité, le pouvoir colonial procéda à partir de la fin du XIX^e siècle à la nomination de chefs dans les différentes localités et plus tard de chefs supérieurs (ou de canton) pour chacun des trois ensembles. Ces chefs étaient désignés sous le titre de *yovofia*, expression d'origine évé qui se décompose littéralement comme suit : *yovo* = Blanc et *fia* = chef ou roi. Cette expression trouve ses origines dans les bouleversements intervenus au sein des institutions politiques du royaume de Notsè dont est issu le peuplement évé du Bénin, du Togo et du Ghana. En effet, Ajayito, intronisé dans la seconde moitié du XIX^e siècle comme *mawoufia* (titre porté par les rois de Notsè) refusa

de se soumettre à plusieurs interdits liés à sa fonction de roi de la divinité Mawou (placée à la tête du panthéon éyé)⁴. Le règne de ce roi, que l'on peut qualifier de réformateur, coïncida avec l'arrivée des colonisateurs allemands qui firent de lui le représentant de la population auprès de l'administration coloniale. Cette nomination entraîna pour le souverain la perte de son titre de *mawoufia*, son peuple préférant le désigner par analogie comme *yovofia*⁵. À partir de cet événement, tous les chefs des villages issus de la diaspora éyé prirent le nom de *Yovofia*. L'introduction de cette expression chez les populations non éyéphones est à mettre à l'actif des premiers interprètes, majoritairement éyé, qui accompagnaient les explorateurs allemands dans l'hinterland du Togo.

Aire de peuplement Akposso, Bèdrè et Ekpèbè

Nous proposons dans cet article une réflexion sur l'apparition de cette nouvelle institution politique, les *Yovofia*. Une double mise en perspective historique et anthropologique permet à la fois de retracer des faits grâce aux diverses sources disponibles (travaux de terrain effectués depuis 1994, archives) et d'analyser des mécanismes d'usage politique du fait religieux : les transformations du paysage social, économique et religieux sont abordées à la lumière des différentes tentatives de légitimation d'un pouvoir politique imposé, et des nouveaux rapports de force qui en découlent.

Organisation politique traditionnelle et exercice du pouvoir

- 2 Les structures pré-coloniales des trois ensembles témoignent de nombreux traits de ressemblance, dont le plus évident est sans doute une organisation socio-politique correspondant à un type de société sans chef, à commandement gérontocratique. À la tête de chaque *oudounou*, *dikpara* (« la grande maison » respectivement en ikposso et en gèdrè) ou *késieriké* (« ceux qui mangent dans la même assiette » en kékpèke) se trouvait un *évlé*, un *toutou* ou un *gnoumoui* (le plus âgé du groupe)⁶. Il n'exerce de pouvoir que sur son

groupe. Une réalité que le lieutenant Plehn en visite chez les Akposso décrivait en ces termes : « Politiquement, il est impossible de parler d'un peuple Akposso, celui-ci éclate en une multitude de tribus qui n'ont pas le plus petit lien entre elles. Il est bien évident qu'aucun commandement n'existe dans cette population pas plus que dans les villages [...] et règne partout une totale anarchie. Sans doute quelque féticheurs et quelques gens riches ont une certaine influence, mais dans l'ensemble chacun fait ce qui lui plaît »⁷. Il convient de souligner ici que nous sommes plutôt en présence de ce que Evans-Pritchard (1994) considère comme « une anarchie ordonnée ».

- 3 Les relations entre groupes lignagers ou territoriaux obéissent à des règles codifiées dont les garants, assurant en droit et en fait la gestion des affaires publiques, sont les prêtres attachés à une divinité protectrice et les patriarches (les plus âgés de chaque lignage), qui exercent au sein de conseils fortement institutionnalisés (*ilouka*, *akoudi*, *essèlabe*) un pouvoir davantage conciliant que coercitif. Les séances du conseil ont généralement lieu dans un vestibule réservé à cet effet et sont dirigées par un *olouka*, *gnoumoui* ou *édjou* (le doyen d'âge de tous les patriarches). Même si son droit d'aînesse lui confère un rôle de coordinateur, il reste un *primus inter pares*. Par contre, en tant que détenteur exclusif du culte des ancêtres célébré à travers le tabouret ancestral, il jouit de prérogatives religieuses significatives. Sa séniorité fait de lui un intermédiaire essentiel entre le monde des vivants et celui des divinités et des ancêtres. À ce titre son rôle prééminent lors de la création de nouvelles cités est reconnu. Après que le prêtre attaché aux divinités protectrices ait repéré un site, il procède à la consécration des lieux (libations) avant que le reste du groupe ne le rejoigne. En cas de scission violente au sein du groupe (conflits familiaux), la nouvelle installation se transforme en une nouvelle origine et donne lieu à la production de récits fortement imagés⁸.
- 4 La mise en place de divers interdits joue un rôle prépondérant dans le maintien de l'ordre et fournit un cadre juridique et déontologique pour le règlement de conflits. Le meurtre ainsi que l'avortement sont prohibés car le sang qui coule est synonyme d'offense à la terre nourricière et aux divinités chtoniennes. Le prêtre de la terre (*outi-ola*, *gifigouti*, *fètagni*) est chargé de réparer le tort causé (libations) et d'excommunier le coupable. Le vol est puni par Hebiesso (divinité de la foudre), l'adultère par Ogou (divinité de la forge) et les auteurs de tapages nocturnes sont sanctionnés par Tchakpana, Doulégba ou encore Assava. La transgression de ces interdits est considérée comme le point de départ de calamités (sécheresse, maladies, famine). Ceux qui officient auprès de ces divinités protectrices ou des divinités communautaires (celles qui chapeautent le panthéon : Kolissa pour les Akposso, Ofrico-Nayo pour les Bèdrè, Limbi pour les Ekpèbè) peuvent, quel que soit leur âge, siéger au conseil des patriarches.
- 5 En l'absence d'un pouvoir politique centralisé pour l'ensemble de chacun de ces peuples, cette unité religieuse est à considérer comme un important facteur de fédération. Dans un contexte précolonial belliqueux (proximité des royaumes avoisinants, incursions esclavagistes) les prêtres attachés aux divinités sus-citées sont considérés comme les meneurs de guerre, assurant la préparation et la conduite des combattants. Certains ont – sans succès – tenté de profiter de leur notoriété dans le domaine de la magie pour instituer des chefferies en s'inspirant du modèle ashanti, akwamu ou évé : Etchawa et Egbèdjè furent assassinés à Agadja en pays akposso au milieu de XVIII^e siècle, le troisième roi du Lonfo fut enterré vivant à Kpèriou par les Ekpèbè à la fin du XVIII^e siècle (Bassa, 2004 : 422-433).

Le Lonfo, l'éphémère royaume Ekpèbè

- 6 Le royaume de Lonfo est issu de la mise en place (au milieu du XVIII^e siècle), par la cité de Kpèriou (village matriciel *ekpèbè*) et les villages dépendants, d'une structure politique centralisée répondant à plusieurs motivations : le nécessaire ordonnancement du flux migratoire propice à la consolidation du peuplement et l'occupation stratégique de l'espace face aux pressions expansionnistes des voisins Bèdrè et Akposso d'une part ; la sécurisation de ce territoire longtemps soumis aux raids esclavagistes et la volonté des lignages les plus anciens d'asseoir leur autorité sur les groupes issus d'immigrations d'autre part⁹. Cette nouvelle structure politico-administrative tirait son originalité de l'absence de famille régnante : chaque *tawo* (ensemble de lignages issus d'un même ancêtre, mythique ou réel) pouvait présenter un candidat mais il revenait au prêtre de Limbi de proposer le « choix » du souverain à la divinité sise dans le village de Ketsenkpe. Une fois désigné, le futur Ekpèbli (celui qui conduit les *Ekpèbè*) était investi de tous les pouvoirs attachés à sa nouvelle fonction lors d'une nomination fortement ritualisée. Les prêtres des divinités Boudè et Limbi l'installaient alors dans un palais édifié à l'écart de Kpèriou où avait lieu la remise des regalia de la chefferie.
- 7 Alors que les fondateurs de chefferies sont souvent issus dans ces régions d'un groupe venu de l'extérieur¹⁰, on eut à faire ici à la création, par une dynamique purement interne, d'un lieu du politique au sein d'une société qui en était jusqu'alors dépourvue. Le système se révéla efficace et attractif puisque des lignages étrangers vinrent se mettre sous l'autorité du Ekpèbli, de telle sorte que le palais du Lonfo devint rapidement le siège d'un royaume. « *Le pays akébou avait été autrefois constitué en royaume à l'apogée de sa puissance, sous le règne d'un roi nommé Dankwa. La capitale était une ville appelée Lonfo* » (de Pedrals, 1960 : 64). Ces affirmations de Pedrals sont sans nul doute quelque peu excessives, car le palais du Lonfo n'était que la résidence des Ekpèbli, de leur famille, serviteurs et guerriers, autour de laquelle gravitait une ceinture de villages constitués par les *tawo* issus de Kpèriou et de l'immigration.
- 8 De toute évidence, cette structure novatrice qui selon Barbier (1988 : 5), « coïncida avec l'introduction dans cette région de fusils en provenance de la côte », fut éphémère (environ un quart de siècle) et ne vit que trois Ekpèbli se succéder : Doboung (milieu du XVIII^e siècle), Dankwa et Akountou (dernier quart du XVIII^e siècle). Le second transforma les structures embryonnaires du Lonfo en un véritable royaume (les attributions du souverain ne se limitèrent plus à ses fonctions religieuses, et il s'entoura d'une organisation politico-administrative et militaire savamment ordonnée). Le dernier s'allia aux voisins Bouem, disposant d'une armée puissante, vraisemblablement dans l'optique d'échapper aux menaces des Akwamou sévissant dans la vallée toute proche du Litimé¹¹.
- 9 Cette entité politique ne semble pas avoir survécu aux ambitions du troisième souverain, dont la fin de règne est présentée en des termes passablement tragiques¹². Chaque succession devait considérablement exacerber les rapports entre les différents sous-groupes, comme semble en témoigner la disparition du royaume et la dislocation de Kpèriou et des localités attenantes : celles parmi lesquelles aucun Ekpèbli n'avait été désigné signèrent leur rupture définitive avec la nouvelle autorité et retournèrent à la totale indépendance assurée par leur ancienne organisation socio-politique, qui survivra jusqu'à la veille des conquêtes coloniales.

Des missions d'explorations à la nomination des Yovofia

- 10 Le *Schutzgebiet Togo* est né suite à la signature le 5 juillet 1884 du traité de protectorat entre l'explorateur allemand Gustav Nachtigal et le représentant de l'autorité religieuse de Togo (actuelle Togoville)¹³. Par une série d'explorations et de traités les Allemands réussirent à constituer un territoire de 90 000 km² et à imposer une administration rigoureuse qui leur permit d'encadrer une population de diverses origines et de structure politique différente¹⁴. Afin d'officialiser leurs prérogatives sur les territoires traversés, les premiers visiteurs coloniaux furent chargés entre autres d'explorer l'hinterland et de signer des traités de protectorats. Ils s'adressèrent pour cela soit à des personnalités influentes (dignitaires religieux, patriarches, chefs de milices armées), soit à des individus isolés, décrits comme des personnages courageux qui osaient s'enquérir du motif de la présence du Blanc (*iloukukou*, *abroni-koko*, *bourani*), proposaient une cohabitation pacifique ou désiraient attirer leur sympathie. Wampa de Bato en pays akposso et Konto¹⁵ Issifa de Yégué en pays èdrè sont les meilleurs témoins de ces cas de figure. La première coopération avec ces intermédiaires incontournables entre les villages et le système administratif colonial en pleine structuration fut rapidement suivie par la nomination d'un *Hauptmann* (capitaine ou chef) pour chaque village et d'un *Häuptling* (représentant ou chef supérieur pour chacune des populations).
- 11 Curt von François, Ludwig Wolf, le major Kling, le lieutenant Hans-Georg von Doering et le Dr. Hans von Grüner furent les premiers Allemands entrés en contact avec les populations des plateaux du sud-ouest des monts Togo. En février 1888, L. Wolf placé à la tête d'une expédition comprenant une centaine de porteurs, fut chargé d'installer à l'intérieur du pays une base d'exploration de l'hinterland. L'expédition atteint le 27 avril 1888 le village de Bato où ils furent accueillis par Wampa avant de signer le 30 mai 1888 un traité avec ce dignitaire religieux, également chef d'une bande armée qui avait à plusieurs reprises inquiété les voisins Agnanga et Kpessi. Wampa devint *ipso facto* le relais du Blanc dans son village et fut nommé *Hauptmann* de Bato le 13 janvier 1889 (Ali-Napo, 1980 : 61). Le lieutenant R. Plehn qui le rencontra en mars 1896 le décrit ainsi : « *Wampa jadis fut un fieffé brigand et il n'avait fondé son autorité sur les quinze villages que par le meurtre, cependant il s'est transformé aussitôt après la création de Bismarckburg, s'est soumis aux Blancs et a fait régner dans son pays un ordre remarquable. À la différence du reste de l'Akposso, aucune palabre ne m'est parvenue des villages de Wampa [...]. Un mouchoir m'avait été volé à Bato, je fis annoncer une forte récompense pour la capture du voleur. Une heure après Wampa apparaissait avec le voleur ficelé et le mouchoir. Il refusa la récompense me disant que je devais seulement remarquer comme il fait régner l'ordre chez lui* »¹⁵. Wampa sut certainement adapter le registre de ses actions de bravoure aux attentes de la nouvelle autorité, en impressionnant son hôte à maintes reprises afin de démontrer qu'il était le maître incontesté des villages akposso et par là même une personnalité incontournable¹⁶.
- 12 Après son escale à Bato, L. Wolf se dirigea vers le plateau Adélé où il fut reçu le 2 juin 1888 par Konto¹⁷ Issifa de Yégué¹⁷, autre personnage remarquablement influent au sein de sa société, qui lui céda – avec l'aval des anciens du village de Dikpéléou – les terres sur lesquelles fut érigée la station de Bismarckburg, d'où partiront les futures missions pour l'exploration du nord-Togo. En guise de remerciement, les Allemands le nommèrent *Häuptling* de tous les villages èdrè, fonction qu'il exerça jusqu'à sa mort en 1894 à la suite

de laquelle il fut remplacé par son fils Djinsa (Bassa, op. cit. : 438-440). L'attribution de cette nouvelle fonction engendra son lot de complications, tant avec les autorités « traditionnelles » de Dikpéléou qu'avec celles de Dadiassi, Katchenké et Tsaï qui revendiquaient l'antériorité de la création de leurs villages¹⁸. De plus, il faut remarquer que cette notion de chefferie suprême était en tout point contraire à l'organisation interne des Bèdrè, centrée autour d'une sorte de « fédération villageoise » respectant l'indépendance de chaque village, dont la gestion incombait à un conseil de sages placé sous l'autorité d'un *gifiigouti*.

- 13 La nomination de ces deux personnages, profondément inscrits dans les souvenirs actuels, fut également motivée par le dévouement rapide et conciliant des populations à la cause allemande. De nombreux récits témoignent de l'effroi suscité par les nouveaux venus puis de l'atmosphère passablement sereine qui marqua les premières heures d'une pénétration coloniale qui se déroulait jusque-là sans incident majeur¹⁹. D'autres individus isolés se démarquèrent par leur courage : Woélédzi à Okou (en pays akposso) et Dzémoussa à M'Pôti (en pays èdrè) furent les seuls à oser approcher celui qui était très certainement le Dr. Kling, en visite dans la région durant le mois de juillet 1888. Il remit à chacun de ces deux personnages un drapeau allemand et un casque. Lors de son passage en 1896, le lieutenant Plehn fit de Dzémoussa et de Woélédzi, tous deux détenteurs de ces symboles du Reich, les chefs de leur village respectif. Les faits se déroulèrent de façon identique à Badou chez les Akposso en juin 1888 et à Toumouloumou chez les Bèdrè en janvier 1889 : H. von Grüner et L. Wolf chargèrent les doyens d'âge de ces deux localités, nommés Nayo et Apéty, de trouver un jeune homme prêt à servir de messenger entre Missahöhe ou Bismarckburg (les deux stations de l'hinterland) et leur village respectif. Les désignés (N'Tesséou et Egbloomassé) accompagnèrent H. von Grüner à Missahöhe et L. Wolf à Bismarckburg. Ils revinrent quelques jours plus tard avec des présents parmi lesquels un drapeau et un casque. Le premier remit ces symboles au doyen, contrairement au second qui annonça qu'il venait d'être nommé chef de village. Cette déclaration passa inaperçue puisque la fonction de chef n'était pas reconnue, et que celle d'intermédiaire en rebutait plus d'un. À la mort d'Apéty, soucieux de consolider son pouvoir au détriment du conseil des anciens, Egbloomassé réclama sans succès le trône ancestral. Quand l'administration coloniale allemande demanda aux habitants de l'ancien village de quitter leur localité pour le nouveau site de Badou, situé en plaine et donc plus facile d'accès, les patriarches s'opposèrent à l'initiative, contrairement à Egbloomassé qui accepta. Confortant ainsi sa position, il permit à son lignage dorénavant présenté comme le premier occupant des lieux de conserver jusqu'à nos jours la chefferie²⁰.
- 14 Cette même chefferie est actuellement de plus en plus contestée par les descendants de Apéty qui se considèrent comme spoliés. Cette attitude témoigne de la réelle confusion entraînée par l'irruption d'un nouveau système politique : l'attachement aux valeurs véhiculées par l'ancestrisme provoque encore de nos jours des revendications de la part d'un lignage dont l'ancêtre était le doyen du village lors de la première pénétration coloniale. De nombreuses interrogations pourraient être logiquement soulevées par l'attitude alors adoptée au sein de la famille de ce doyen : pourquoi Apéty n'a-t-il pas désigné un autre fils ? Pourquoi ce lignage a-t-il conservé le trône jusqu'en 1963 au lieu de le léguer, comme les traditions l'exigent, non pas au lignage Egbloomassé mais aux nouveaux doyens des Ouviou (habitants de Badou) ? Il est évident que l'ampleur des enjeux politiques, sociaux ou économiques engendrés par ces premiers temps de la colonisation

n'a pas été saisie par la plupart des lignages, souvent peu désireux d'endosser la responsabilité d'une chefferie imposée²¹.

- 15 Les chefferies litigieuses de Hohoè et Djakpodji en pays ekpèbè méritent d'être également évoquées ici car elles illustrent fort bien combien les intérêts d'alors différaient de ceux d'aujourd'hui. À Hohoè la succession de Gbessé, choisi par les Allemands de Bismarckburg, divisa les deux lignages fondateurs du village. D'après les récits, Kroinkroin (du lignage Afèmakètèbe) était le patriarche quand les nouvelles autorités coloniales arrivèrent en 1889. Il désigna Gbessé (du lignage Oumorètèbe) comme son représentant auprès des Blancs. Celui-ci revint avec les symboles habituels, mais remit seulement le chapeau à Kroinkroin et garda le drapeau qu'il hissait tous les jours devant sa maison : les émissaires allemands s'adressèrent alors à lui lors de leurs tournées à Hohoè. Après le décès de Gbessé, le lignage dont il était issu a voulu conserver ce privilège, ce qui souleva la colère des Afèmakètèbe qui pour contrebalancer ce pouvoir considéré comme usurpé élirent également un chef²².
- 16 À Djakpodji, l'institution de la chefferie divisa également les trois lignages fondateurs du village. Mais ici cette double chefferie se traduit aujourd'hui par un intense clivage religieux. Les lignages qui détiennent le pouvoir politique hérité des explorateurs allemands – Govié et Dacré – sont demeurés protestants, tandis que les Djokoumé qui se présentent comme les premiers occupants du site se sont convertis au catholicisme dans l'espoir de récupérer ce qu'ils considèrent comme leur droit, avec l'aide des missionnaires catholiques de la ville d'Atakpamé²³.

L'ébranlement de l'ordre ancien

- 17 Comme l'a montré Balandier (1982) à propos des Fang du Gabon et des Ba-Kongo du Congo, nous voyons combien les sociétés acéphales n'ont pas opposé les mêmes réponses à l'emprise coloniale que celles organisées autour d'un pouvoir centralisé. Nous avons souligné précédemment comment les Akposso, Bèdrè et Ekpèbè avaient mis sur pied bien avant la pénétration coloniale des systèmes politiques remarquablement agencés autour de conseils d'anciens, où l'équilibre des pouvoirs prévenait les éventuelles tyrannies envisagées par certains dignitaires religieux. Cette forme d'organisation interne, de même que les incessants mouvements migratoires qui ne permettaient aucunement aux patriarches d'asseoir une quelconque autorité, est sans doute à l'origine de l'absence de pouvoir centralisé, à l'exception de l'éphémère royaume du Lonfo. Même si des personnages relativement influents comme Etchawa et Egbèdjè ont tenté de mettre en place des structures coercitives, elles ne purent s'enraciner en raison de la prééminence des conseils d'anciens, du départ de lignages peu enclins à se soustraire à ce type d'autorité ou encore de l'élimination physique de ces meneurs (cas de Akountou du Lonfo). Mais l'instauration des chefferies administratives au niveau de chaque village fut fatale à la cohésion sociale. Il va sans dire que toute succession repose la question de la localisation de ces chefferies : chaque groupe en présence, ayant peu à peu saisi l'éventail des avantages que conféraient les nouvelles institutions, revendique la fonction de commandement. Pourtant les diverses nominations de chefs furent au départ bien peu consensuelles au sein de communautés se sentant nullement concernées par ces institutions contraignantes, opposant parfois une vive résistance vis-à-vis des ordres qui en émanaient. Des mouvements de désobéissance se mirent alors en place : refus des diverses prestations, passage à tabac des agents chargés de missions dans les villages,

abandon de villages à la nomination des chefs. Ce fut le cas à Agomé-Koutoukpa où le capitaine H-G. von Doering, chargé de faire revenir les habitants, essuie quelques coups de feu lors de son passage au pied de la falaise le 12 juin 1898. Au cours de l'engagement, il inflige de lourdes pertes (onze tués) aux insurgés et incendie le 28 juin de la même année leur campement de refuge (Cornevin, 1988 : 144).

- 18 Des incidents semblables se multiplièrent dans toute la région. À Badou, la fuite de porteurs mécontents et sanctionnés par le chef Egblomassé mit le feu aux poudres en février 1896. L'administrateur Schmidt et sa colonne à laquelle appartenaient les déserteurs furent arrêtés à Kpétè-Maflo par des guerriers armés de fusils et résolument déterminés à délivrer leurs frères contingentés. Une journée de bataille suffit pour libérer l'ensemble des porteurs et piller le convoi. Cette nouvelle forme de refus face à l'ordre colonial contraignit les Allemands à opter pour la création de villages de regroupement, plus facilement contrôlables²⁴, rompant ainsi le processus traditionnel guidé par une conception fortement symbolique et religieuse du territoire.
- 19 La politique coloniale allemande d'indigénat, qui consistait à associer – à travers les nouveaux chefs – les populations concernées à la gestion coloniale, se calqua quelque peu sur l'ancienne organisation sociopolitique. Ainsi, la structure traditionnelle de gestion de la cité – le conseil des anciens, désormais affaibli – devint rapidement un organe à part entière de la chefferie, à ce détail près qu'il n'endossait aucun pouvoir décisionnel et correspondait plutôt à une chambre consultative assistant le chef lors des jugements. Cette justice « de proximité » était d'une importance capitale pour le pouvoir colonial qui chargeait les chefs de régler en amont les petites affaires civiles (conflits conjugaux, litiges terriens, problèmes d'héritage, etc.) et de percevoir l'impôt de capitation ainsi que les diverses amendes. Les affaires dépassant la compétence du chef de village ou les jugements en recours étaient portés devant le chef supérieur, qui pouvait à son tour les porter devant le tribunal de district présidé par un administrateur allemand. Les chefferies s'entourèrent également d'un organigramme inspiré des chefferies akan ou évé : *tchami* (notables ou conseillers) et *assafo* (agents chargés de la sécurité villageoise) chez les Akposso et les Ekpèbè ; *erenboukan* (porteur du trône du chef) ou *édjou-oté* (oreilles ou agent de renseignement du chef) chez les Bèdrè. Par un effet de nécessaire réciprocité, ces chefs obéissaient en outre à une administration coloniale qui prenait soin de renforcer leurs pouvoirs au sein de la population. Toutes ces dispositions n'étaient pas de nature à donner une bonne image de ces représentants locaux du pouvoir colonial. Contrairement à ce que la traduction du terme chef chez les Bèdrè laisse augurer, *édjou* signifie « le sage » ou « le vieux », les méthodes employées étaient bien peu consensuelles. En pays akposso il est le symbole d'un pouvoir absolu, (*owli* signifie « le dur », « le sec » ou « l'intransigeant », en pays ekpèbè il est le « guide » ou « le premier des Ekpèbè » (*pili*).

L'habillage religieux de la nouvelle fonction de chef

- 20 Désireuses d'asseoir leur autorité, les nouvelles chefferies firent rapidement appel à une sorte d'habillage traditionnel et religieux de ce pouvoir fraîchement acquis. Les cérémonies de nomination des chefs se drapèrent ainsi petit à petit d'une apparente sacralité (enfermement, initiation, intronisation sur les lieux mythiques considérés comme originels, déplacement du siège ancestral auparavant détenu par le patriarche dans la maison du chef, ou déplacement de la maison du chef dans le village d'origine). L'intrusion du religieux dans un paysage politique en plein remaniement tend à conférer

une légitimité à cette nouvelle donne, centrée autour de la nomination d'un pouvoir coercitif, puis à la dépasser. Deux méthodes de désignation des chefs sont en vigueur : nomination du successeur par le conseil des anciens et le prêtre attaché à la divinité chtonienne, ou désignation d'un héritier par le chef de son vivant. Dans les deux cas, le successeur est issu du lignage du défunt (ou le cas échéant d'un lignage allié). La vacance du pouvoir correspond à l'inter règne de 6 à 12 mois, assuré collégialement par le doyen d'âge du conseil des anciens et le prêtre de la terre. Selon un scénario fortement ritualisé mêlant intimement le profane et le sacré, l'initiation confère un nouveau statut ontologique à l'élu. Elle se déroule à l'intérieur du temple de la divinité de la terre, sous l'égide de son prêtre et pendant 13 jours (ce qui correspond aux 13 lunes de l'année) au cours desquelles le chef est censé acquérir un certain nombre de pratiques magiques liées à sa fonction. Au terme de cette mise en quarantaine, il est présenté à la population à la suite d'une cérémonie solennelle dite de prestation de serment et d'intronisation.

- 21 Dans le même souci de légitimation, le nouvel organe politique s'appropriera peu à peu les insignes royaux des Akan ou des Évé, tels que les motifs ornant les *kenté* (pagnes) ou les *ohiniba* (sandales), et les emblèmes sculptés sur les trônes ou cousus sur les couronnes, considérés comme les incarnations des ancêtres et des divinités. Certains chefs de village ou de canton s'attribuèrent des noms de règne à la manière des grands rois du Dahomey ou de l'Ashanti. Il s'agit souvent de noms incantatoires²⁵ davantage destinés à intimider les administrés ou les détracteurs qu'à s'assurer une protection divine. Toutes ces pratiques sont avant tout destinées à faire du chef de village un « élu » hors du commun qui dont le pouvoir est issu des divinités.
- 22 Les chefs profitèrent également de la nouvelle donne politique pour améliorer leur condition économique. Grâce à la collecte de l'impôt de capitation (ordonnance prise le 20 septembre 1906 par le gouverneur von Zech)²⁶, qui leur ramenait des primes substantielles (5 % des impôts perçus), nombre d'entre eux devinrent de grands planteurs de café et de cacao (dont les cultures étaient encouragées par les autorités coloniales depuis 1895) et améliorèrent considérablement leur mode de vie. Ce changement s'est manifesté à partir des années 1910 à travers la construction de maisons à étage, comme celle d'Egblomassé de Badou (construite en 1911), dont l'architecture n'a rien à envier à celle des grandes villes du Togo de cette époque. Cette capitalisation des biens fut doublée d'une capitalisation des épouses (Konto Issiafa de yégué eût 9 femmes) – dont les nombreux enfants furent envoyés à l'école – et déboucha sur la lente mise en place d'une élite économique et sociale au sein d'une société préalablement égalitaire.

Conclusion

- 23 Les Akposso, les Bèdrè et le Ekpèbè, contrairement aux affirmations des premiers explorateurs allemands, avaient mis sur pied bien avant la pénétration coloniale des systèmes politiques agencés autour de conseils d'anciens, où les pouvoirs des uns et des autres s'équilibraient mutuellement. Cette forme d'organisation interne propre aux sociétés dites acéphales, de même que les incessants mouvements migratoires, sont sans doute à l'origine de l'absence de pouvoir centralisé au sein de chacune de ces populations. Même si des personnages relativement influents comme Etchawa et Egbèdjè ont tenté de mettre en place des chefferies à Agadja, elles n'ont pu s'enraciner en raison de la prééminence des conseils d'anciens et du départ de lignages peu enclins à se soustraire à ce type d'autorité (cas du Lonfo). Mais l'intervention coloniale allemande, facteur

déterminant dans le cantonnement de ces sociétés sur les territoires encore actuellement occupés, contribua avant tout à la transformation profonde de la donne politique et des rapports de force entre les différents sous-groupes d'une même communauté. L'avènement des nouvelles chefferies transforma le paysage social, économique et religieux. Les diverses tentatives de légitimation d'un pouvoir politique imposé furent à l'origine de lourds conflits internes d'autorité, qui perdurent encore. Dans un contexte bouleversé, le pouvoir politique puise alors dans le répertoire symbolique du pouvoir religieux les conditions de la légitimation.

BIBLIOGRAPHIE

- ALI-NAPO P., 1980. *Les missions d'explorations de l'Hinterland du Togo de Curt von François et du docteur Ludwig Wolf et les conséquences (1888-1894)*. Lomé, PUB.
- BARBIER J.-C., 1988. *Histoire régionale du Centre du Togo*. Lomé, PUB & ORSTOM.
- BASSA K. O., 2004. *Populations des montagnes atakorienne (Ghana-Togo-Bénin). Discours de l'autochtonie et mise en place du peuplement entre le XVI^e et le XIX^e siècle*. Thèse de doctorat d'histoire. Marseille, Université d'Aix-Marseille I.
- CORNEVIN R., 1973. *Le Togo*. Paris, PUF.
- CORNEVIN R., 1988. *Histoire du Togo des origines à nos jours*. Paris, Académie des sciences d'Outre-Mer.
- EVANS-PRITCHARD E., 1994. *Les Nuer : description des modes de vie et des institutions politiques d'un peuple nilote*. Paris, Gallimard.
- GAYIBOR N. L., 1992. *Les peuples du Sud-Togo*. Lomé, PUB.
- GAYIBOR N. L. (dir.), 1997a. *Histoire des Togolais, vol 1. Des origines à 1884*. Lomé, PUB.
- GAYIBOR N. L. (dir.), 1997b. *Le Togo sous domination coloniale (1884-1960)*. Lomé, PUB.
- PEDRALS D. P. (de), 1960. *Voyage aux profondeurs de l'Afrique*. Paris, Librairie Autonome.

NOTES

1. Littéralement « chefs du Blanc ».
2. Les monts Togo constituent la majeure partie de la chaîne de l'Atakora, dont l'ensemble est réparti sur près de 850 km depuis le littoral au sud-est d'Accra jusqu'aux massifs de Natitingou (nord-ouest Bénin), en passant par la dorsale de l'Akwapim (*Volta Region*, centre-est Ghana) et les massifs Kabiye (nord-est Togo).
3. Également connus sous les ethnonymes Akpɔsɔ, Adélé et Akébou. Leurs langues sont respectivement l'ikposo, le gèdrè et le kékpèke.
4. Notamment l'interdiction de sortir en plein jour ou d'être en contact direct avec ses sujets. Cette loi était destinée à faire du *mawoufia* un roi qui règne mais ne gouverne pas. Le *fiaha*, composé de *tchami* (conseillers) qui s'occupaient à la fois des questions administratives, policières

et judiciaires, était la véritable instance gouvernementale. Ces multiples dispositions avaient avant tout pour objectif d'éviter que la royauté ne retombe dans des dérives totalitaires comme ce fut le cas au XVII^e siècle sous le règne d'Agokoli qui poussa les Évé à l'exode (Gayibor, 1992).

5. En remplacement de Ajayito, les prêtres nommèrent Tsèvi *mawoufia* de Notsè, mais les fonctions de ce dernier et de son successeur Alidjinou (mort en 1990 et qui n'est toujours pas remplacé) étaient purement religieuses (Gayibor, 1997a : 174-176).

6. Afin de ne pas alourdir le texte, les traductions des termes vernaculaires utilisés seront données respectivement en ikposo, gèdrè et kékpèke.

7. Archives Nationales du Togo-Lomé (réf. 2APA/2) : *Rapport de voyage du lieutenant R. Plehn dans la région d'Atakpamé, Akposso et Kpessi du 4 mars au 17 avril 1896* (trad. Cornevin).

8. Les ancêtres sont alors présentés comme descendus du ciel (Bèdrè et Ekpèbè) ou sortis des entrailles de la terre (Akposso).

9. Rappelons que le peuplement bèdrè fut enrichi à partir du XVI^e siècle par des lignages d'origine évé fuyant le royaume de Notsè (Gayibor, 1992 ; Bassa, *op. cit.*).

10. C'est le cas des Évé dans l'aire ajatado au sud du Togo.

11. D'après Cornevin (1973 : 72), les habitants de Kougnohou payaient chaque année un tribut de deux personnes et de deux moutons au souverain bouem Nana Akpandja de Borada jusqu'à l'arrivée en 1889 des premiers explorateurs allemands.

12. Le souverain aurait ouvert le ventre d'une femme enceinte afin de vérifier si le fœtus était de sexe masculin, donc annonciateur d'un successeur et rival éventuel. À la suite de ce que Barbier (1988 : 2) qualifie de « complexe d'Hérode », le royaume se disloqua.

13. Cf. Gayibor (1997b).

14. Le Togo compte plus d'une trentaine de groupes ethniques.

15. ANT / Lomé : 2APA/2, *op. cit.*

16. Mais le premier chef supérieur des Akposso fut Mawoussi de Tchakpali de 1890 à 1896.

17. Il est dit que Konto Issifa eut beaucoup d'épouses et d'enfants, qu'il fut riche et puissant et posséda des chevaux. De nos jours l'on pratique encore à Yégué une danse qui le représente en cavalier.

18. L'administration coloniale allemande subdivisa par la suite le pays bèdrè en deux chefferies supérieures, l'une sise à Yégué et l'autre à Toutoukpéné.

19. Même si ces populations sont restées méfiantes à l'égard des Allemands (soupçonnés d'être à la recherche d'esclaves), elles ne leur ont pas opposé de véritable résistance. A contrario, le pays kabiye, au nord de la chaîne de l'Atakora, ne fut soumis qu'après trois opérations de pacification.

20. Signalons qu'après la capitulation allemande au Togo le 27 août 1914, ces symboles de la chefferie ont été progressivement détruits par les chefs, afin de ne pas se mettre à dos les nouveaux maîtres du pays, à savoir les Français et les Anglais engagés à éliminer toutes les traces de la présence allemande.

21. Selon nos informateurs, ce n'est qu'après le coup d'État du 13 janvier 1963, qui porta au pouvoir Nicolas Grunitzky et les partis progressistes, que le lignage Egblomassé, fort de la nouvelle donne politique – ils ont lutté au sein de ces mêmes partis – arracha de force le trône ancestral des mains des descendants de Apéty, qui se considéraient depuis plusieurs générations comme les ayants droit de la chefferie.

22. Ce bicéphalisme de la chefferie de Hohé est encore de mise aujourd'hui.

23. La première mission catholique d'Atakpamé fut créée en 1900, celle de Kpalimé en 1902. Il fallut attendre 1908 pour que la première Église protestante soit créée à Kougnouhou, Djon et Djakpodji par le pasteur Jean Dettmann venu d'Atakpamé (archives de l'Église évangélique presbytérienne du Togo, Bloc Synodal, Lomé).

24. Nous pouvons citer par exemple les localités de Badou, Hihéatro et Témédja (en pays akposso) créées entre 1892 et 1900.

25. Egblomassé par exemple se faisait nommer *Djaglou* : « celui qui est couvert d'épines ».

26. Selon cette ordonnance, chaque adulte de sexe masculin devait payer 5 marks par an ; cependant il pouvait racheter cette obligation en effectuant une corvée équivalant à 12 journées de travail sur un chantier d'utilité publique (construction et entretien des routes ou de bâtiments).

RÉSUMÉS

Nous proposons dans cet article une réflexion sur la genèse et la transformation des Yovofia, chefferies instaurées à partir de la fin du XIX^e siècle par le pouvoir colonial allemand au sein des Akposso, Bèdrè et Ekpèbè des monts Togo. La double mise en perspective historique et anthropologique de cette nouvelle institution politique permet à la fois de retracer des faits grâce aux diverses sources disponibles et d'analyser des mécanismes d'usage politique du fait religieux. Les transformations du paysage social, économique et religieux sont abordées à la lumière des différentes tentatives de légitimation d'un pouvoir politique imposé, et des nouveaux rapports de force qui en découlent.

This article examines the genesis and transformation of Yovofia, chieftaincies established by the German colonial power from the end of the nineteenth century onwards among the Akposso, Bèdrè and Ekpèbè populations of Togo. A combined historical and anthropological perspective on this new political institution allows both the facts to be recounted, drawing on a range of available sources, and the mechanisms at work in the political use of religion to be analysed. The transformations of the social, economic and religious landscape are addressed in the light of various attempts to legitimate an imposed political power, and the new power relations resulting from these.

INDEX

Keywords : Akposso, Bèdrè, colonial chieftaincies, Ekpèbè, politics, power, religion, settlement, Togo

Mots-clés : Akposso, Bèdrè, chefferies coloniales, Ekpèbè, peuplement, politique, pouvoir, religieux, Togo

AUTEUR

KOMLA-OBUIBÉ BASSA

IEA - Aix-en-Provence